

Perspectives optimistes de l'économie canadienne

Le président du Conseil d'administration de Bell Canada, M. Jean de Grandpré, parlant devant les membres de l'Association canadienne des courtiers en valeurs immobilières, à St. Andrews (Nouveau-Brunswick) le 29 mai, a conclu: "Nous avons de bonnes raisons d'être optimistes, d'entrevoir les années 80 comme une décennie de grandes possibilités". Cependant, a-t-il souligné, "si nous voulons offrir des chances accrues et de meilleurs emplois aux Canadiens, il nous faudra disposer de capitaux énormes".

M. de Grandpré a émis l'hypothèse qu'un accroissement relativement faible de l'épargne canadienne produirait des capitaux suffisants pour financer 95 p.c. de la croissance économique du pays au cours des années 80. Les autres 5 p.c. proviendraient de sources étrangères.

Selon lui, ce modeste apport net de capitaux étrangers est compatible avec une réduction de la proportion des industries canadiennes contrôlées par des non-résidents. "Le Canada aura un besoin pressant de capital de risque au cours des prochaines années, et c'est précisément le genre de capital que les investisseurs étrangers sont particulièrement aptes à fournir", a-t-il dit.

Pour satisfaire les besoins d'investissements du pays certains problèmes doivent être résolus. Ainsi, par exemple, les compagnies canadiennes ont besoin d'une base financière plus solide.

De plus, il faut se préoccuper du déficit du solde du compte courant canadien qui, pour 1978, s'est élevé à \$5,3 milliards. Pour réduire ce déficit "le Canada devra développer ses ressources, accroître ses capacités de production et améliorer sa situation d'exportateur au cours des prochaines années".

Selon M. de Grandpré, "nos possibilités au chapitre des exportations s'annoncent bonnes pour les années 80, à la condition cependant que les augmentations de salaires soient réalistes". L'accroissement de la population mondiale a entraîné une augmentation de la demande de produits agricoles, a-t-il signalé, et la hausse croissante du prix des matières énergétiques rend les exportations de sources énergétiques canadiennes plus intéressantes. Dans ces circonstances, de conclure M. de Grandpré, "nous avons de bonnes raisons d'être optimistes".

Investissements directs étrangers au Canada, dernières statistiques

La valeur comptable des investissements directs étrangers au Canada s'élevait à \$43 298 millions à la fin de 1976, ce qui représente une augmentation de 8 p.c. pour l'année, la plus faible en valeur relative depuis 1972.

Les mouvements de capitaux liés à ces investissements au Canada, tels qu'ils sont enregistrés dans la balance des paiements, se sont soldés par une sortie de \$260 millions en 1976. Les investissements directs au Canada donnent normalement lieu à des entrées nettes de capitaux, mais plusieurs prises de participations (rachats), par des entreprises canadiennes, de firmes contrôlées auparavant à l'étranger ont contribué à cette sortie nette de fonds.

D'après les estimations actuelles, les bénéfices non répartis revenant à des investisseurs directs étrangers ont été à l'origine des trois quarts environ de l'augmentation des investissements directs. Un autre facteur, dont le rôle est normalement très faible, a contribué de façon marquée à accroître ces engagements extérieurs; il s'agit d'emprunts de presque un demi-million de dollars contractés par des entreprises sous contrôle étranger auprès d'investisseurs autres que les actionnaires majoritaires résidant dans le pays de contrôle. Ces emprunts sont considérés comme des investissements directs dans le bilan des investissements, mais il convient de signaler que ces transactions sont enregistrées comme des placements de portefeuille dans la balance des paiements. Une partie de l'augmentation des investissements (environ \$200 millions) a été due au fait que de nouveaux répondants ont été pris en considération.

Répartition géographique

Les investissements directs des résidents des États-Unis ont progressé de 8 p.c., contre 11 p.c. en 1975 et 1974, et ont atteint le niveau de \$34 866 millions, soit plus de 80 p.c. du total des investissements directs étrangers. Les investissements du Royaume-Uni ont augmenté de 7 p.c. pour se chiffrer à \$3 945 millions, soit 9 p.c. du total de la fin de 1976. Parmi les principaux pays investisseurs directs, venaient ensuite les Pays-Bas (\$746 millions) et la France (\$742 millions); les investissements directs des Pays-Bas se sont accrues de 9 p.c., surtout dans le domaine du pétrole et du gaz naturel et dans celui des métaux non fer-

reux, tandis que la majeure partie de l'augmentation des investissements français a eu lieu dans le secteur financier. L'Allemagne de l'Ouest a gardé la cinquième place, avec des investissements de \$610 millions (en hausse de \$100 millions) qui sont surtout allés dans des sociétés financières. Quant aux investissements directs en provenance des autres pays européens, ils ont diminué pour s'établir à \$175 millions, à cause surtout d'une baisse des investissements finlandais.

Répartition par secteur d'activité

Dans le secteur de la fabrication, les investissements ont atteint \$17 742 millions à la fin de 1976, représentant 41 p.c. du total des investissements directs étrangers; ils ont crû de \$1 418 millions, dont environ 88 p.c. provenaient des États-Unis.

Les investissements étrangers dans le secteur du pétrole et du gaz naturel se sont chiffrés à \$10 265 millions, soit 24 p.c. des investissements directs totaux. Leur augmentation a été de \$710 millions, en grande partie à cause de l'accroissement des bénéfices non répartis et de l'effet modérateur de l'achat des actifs d'Atlantic Richfield Canada Ltée par une entreprise canadienne. Au total, \$5 493 millions ont été investis dans le secteur des finances, les compagnies d'assurances et les sociétés de financement des ventes ayant bénéficié d'environ \$2,3 milliards et \$1,5 milliard respectivement. En 1976, les investissements directs dans ce secteur ont augmenté de \$499 millions, dont \$320 millions et \$189 millions ont été investis par les résidents des États-Unis et ceux de "tous les autres pays" respectivement.

Dans les industries manufacturières, les investissements directs provenant des États-Unis se sont élevés à \$15 069 millions, soit 43 p.c. environ du total des investissements de ce pays; \$5 306 millions ont été investis dans le fer et les produits du fer, \$2 511 millions dans les produits chimiques et \$2 446 millions dans les produits du bois et du papier. Presque un cinquième des investissements totaux possédés par les États-Unis se sont dirigés vers le secteur du pétrole et du gaz naturel, tandis que les investissements dans les mines et les fonderies (\$3 647 millions) et dans les finances (\$3 402 millions) étaient

(suite à la page 8)